

Personne ne s'occupait de ce sujet ; et tout le monde sentait que c'était le cas. Bientôt après eut lieu une crise ministérielle. Un nouveau gouvernement exista pendant quelques heures et exposa un programme politique, mais ce programme n'était pas, non plus, le programme actuel. Il ne touchait pas à cette question. (Écoutez ! écoutez !) Il proposait de s'occuper de la représentation basée sur la population en y appliquant un système de contre-poids ou de garanties, pour faire ou essayer de faire quelque chose qui pût diminuer l'objection du Bas-Canada à un changement réclamé comme celui-là l'avait été. Mais ce fut tout. Ce gouvernement tomba, — tomba instantanément, — et un autre le remplaça. Le ministre des finances actuel, — l'hon. député de Sherbrooke, — qui n'avait pu, malgré toute son habileté, parvenir à être écouté sérieusement lorsqu'il avait proposé la confédération des provinces, entra dans ce nouveau gouvernement, et persuada à ses collègues de se présenter à la chambre et au pays avec cette question de confédération comme faisant partie de leur programme politique. L'on me pardonnera, j'espère, si je place ici un seul mot qui soit d'une nature personnelle, et si je dis en passant que, lorsque cette idée fut émise, (comme elle l'était par un gouvernement dont j'étais aussi ferme partisan qu'aucun homme en cette chambre), je ne manquai pas de faire savoir que si jamais elle était présentée à la chambre comme mesure pratique par ce gouvernement, je cesserais d'être (en ce qui avait rapport à cette question) l'un de ses partisans. (Écoutez ! écoutez !) Ce n'était pas la première fois que j'y avais pensé. Je l'avais étudiée depuis longtemps ; et toutes mes réflexions sur ce sujet n'ont fait que fortifier chaque jour mes convictions qu'elle n'était pas favorable. — Mais comment cette idée fut-elle alors présentée ? Elle ne fut lancée que comme un ballon d'essai, et seulement pour neutraliser le projet dont l'administration BROWN-DORION avait présenté un aperçu au pays. Le feu de l'un devait éteindre les brûlures de l'autre. (Écoutez ! écoutez !) Le plan de ce gouvernement était de faire des propositions au gouvernement impérial et aux gouvernements des provinces maritimes. Mais comment ? Si vous voulez gagner un point, vous l'exposez à ceux à qui vous vous adressez, de la manière la plus propre à les induire à dire : oui. Ce projet fut suggéré au gouvernement im-

périal, et aux habitants et gouvernements des provinces d'en-bas, précisément de la manière la plus propre à les induire à dire : non. On leur dit : — "Nous sommes dans un si grand embarras ; nous avons des questions politiques qui nous causent tant de troubles et de soucis, que nous ne savons pas si nous pourrions marcher, à moins que vous ne soyez assez bons pour entrer dans cette union avec nous." (Écoutez ! écoutez !) C'est exactement comme si, étant dans les affaires, j'allais trouver cinq ou six capitalistes en leur disant : — "Je suis endetté, mes finances sont épuisées, je n'ai aucune aptitude pour les affaires ; aidez-moi en entrant en société avec moi, ou je suis ruiné." (Écoutez ! écoutez !) Si le but avait été de ne pas réussir, il me semble que ces messieurs n'auraient pas pu prendre un meilleur moyen d'y arriver. Et nous avons vu aussi, qu'aussitôt que l'on se fût aperçu que les provinces d'en-bas ne voulaient pas, — comme, sous les circonstances, elles ne pouvaient pas, — dire *oui* à une proposition de cette nature, et que le gouvernement impérial eût abandonné le projet, notre administration le laissa aussi tomber. Nous n'en entendîmes plus parler. Les dépêches furent déposées sur notre table en 1859, mais personne ne fit la moindre question à leur sujet. L'enfant était mort-né, et personne ne s'occupa de son baptême. (Écoutez ! et rires.) Nous continuâmes avec nos anciennes questions : la représentation basée sur la population, — le Haut-Canada contre le Bas-Canada, — les mesures en grande partie, — mais les hommes avant tout. Et nous nous querellâmes et combattîmes presque à propos de tout, mais nous ne consacraâmes ni une pensée ni une parole à la gigantesque question de la confédération des provinces. (Écoutez ! écoutez !) En peu de temps nous arrivâmes à une nouvelle crise, — celle de 1862. Et depuis l'époque de cette crise, et la formation de l'administration MACDONALD-SICOTTE, jusqu'à l'époque où l'administration actuelle regut, l'été dernier, sa conformation actuelle, la grande demande faite aux partis et aux hommes politiques par tout le pays, a été de mettre de côté l'ancienne question des mesures, et de nous occuper beaucoup plus, pour ne pas dire exclusivement, de la question des hommes. (Écoutez ! écoutez !) Je ne blâme personne ; je ne soulève pas la question de savoir si l'on a eu tort ou raison de suivre cette conduite. Ceux qui l'ont suivie peuvent avoir été les plus purs patriotes, les hommes